

Frédéric MORVAN, *Bretagne. L'histoire confisquée*, Paris, éd. du Cherche-Midi, 2017, 284 p.

Frédéric Morvan, animateur du Centre d'histoire de Bretagne, responsable des premiers volumes de l'*Encyclopédie de la Bretagne*, auteur notamment du livre *Les Bretons. L'esprit valeureux et l'âme fière, 1870 à 1970* (2014) et connu pour ses travaux sur l'armée et la chevalerie bretonne au Moyen Âge, s'intéresse dans son dernier ouvrage à la question de l'enseignement de l'histoire de la Bretagne. Le titre, *L'histoire confisquée*, est sans doute à entendre dans le double sens d'opération de confiscation, d'interdiction et dans celui d'histoire cachée dont il conviendrait de faire découvrir les belles pages. La réflexion part du constat pessimiste que l'histoire de la Bretagne, malgré toutes les initiatives prises, n'est pas connue du grand public et particulièrement des jeunes. Cela serait dû à l'absence d'enseignement de l'histoire et de formation des enseignants dans ce domaine, une absence qui est imputée aux « administrateurs », terme derrière lesquels il faudrait mettre les « décideurs » nationaux – et leurs agents comme les inspecteurs régionaux de l'Éducation nationale – mais aussi régionaux, les premiers craignant qu'un tel enseignement ne favorise le régionalisme, voire le nationalisme, les seconds, accusés d'être des notables vieillissants, incapables de renouveler leurs méthodes et, si l'on en croit les débats au sein d'institutions comme Bretagne Culture Diversité que F. Morvan rapporte, préférant donner la priorité à la défense de la langue ou des traditions. La peur que l'histoire nourrisse un sentiment autonomiste serait illusoire selon F. Morvan car les Bretons ont toujours rejeté les extrémismes, comme le montre le fait qu'ils ont joué un rôle important dans l'histoire de France, dans la mise en place de la République ou la construction européenne et qu'ils ont toujours vu les séparatistes d'un mauvais œil.

L'absence d'enseignement de leur histoire empêcherait les Bretons de prendre conscience de la richesse de leur passé et d'avoir confiance en eux. Afin d'en convaincre son lecteur, F. Morvan organise son propos en quatre parties. Dans la première intitulée « la Bretagne, une histoire forte à apprendre », tout en prenant ses distances à l'égard du récit national bâti par Arthur de La Borderie et des héros qu'il a exaltés – de Nominoë à Anne de Bretagne –, il n'en soutient pas moins que quelques personnages mériteraient d'être connus, qu'il s'agisse d'« administrateurs » comme Conan III (duc de 1112 à 1148), Jean I<sup>er</sup> (1237-1286), les Eudonides et Jeanne de Penthièvre, Pierre Landais ou de personnages populaires comme Georges Cadoudal ou René Laënnec, la Bretagne n'ayant rien à envier à la France ou aux pays voisins pour les grandes figures. Dans une seconde partie, il défend l'idée que la Bretagne est une terre d'exception par sa géographie qui l'ouvre sur le large – en ce sens une partie de son histoire ne serait pas française –, par les qualités de ses habitants, tout à la fois progressistes et conservateurs, combattants et ennemis de la violence, par l'originalité de son organisation marquée par une forte empreinte du christianisme, le poids du féodalisme – qui se serait perpétué jusqu'au xx<sup>e</sup> siècle par la domination des nobles puis des grands propriétaires – et par les tentatives pour y développer des structures étatiques au Moyen Âge.

Signe supplémentaire de l'importance de la Bretagne, le fait qu'elle ait constitué un enjeu de pouvoir, thème qui est développé dans une troisième partie où sont étudiés successivement les rivalités sur le plan politique, la diversité culturelle et économique. Frédéric Morvan s'interroge ensuite pour savoir qui a dominé la Bretagne depuis le Moyen Âge, ce qui passe par un rapide survol de l'histoire des différents régimes qui se sont succédé et se conclut par le constat que la République aujourd'hui partagerait son autorité avec une oligarchie bretonne... « comme au temps des ducs de Bretagne et des rois de France, les souverains partageaient le pouvoir avec la féodalité puis la noblesse » (p. 175). Il se demande enfin si la Bretagne s'est gouvernée elle-même à un moment de son histoire, ce qui le conduit à reprendre la question de l'hommage prêté par les ducs aux rois de France au Moyen Âge et celle de la souveraineté que les princes de la famille Montfort ont cherché à établir au xv<sup>e</sup> siècle. Le fait que la Bretagne ait été intégrée au royaume de France au xvi<sup>e</sup> siècle n'aurait pas permis aux rois d'imposer pleinement leur autorité dans la province et ils auraient dû continuellement composer avec les nobles présents aux états ou au parlement. Le chapitre s'achève par une diatribe contre « l'establishment breton » actuel qui s'accrocherait désespérément au pouvoir et mettrait un frein à toutes les initiatives permettant d'ouvrir la Bretagne à la modernité et aux jeunes de s'y construire un avenir, dont celles de F. Morvan lui-même qui, si l'on en croit ses propos, aurait vu sa carrière ralentie et ses travaux censurés.

Le dernier chapitre intitulé « La Bretagne, entre crises et espérances » recense tour à tour les signes actuels de crise (déchristianisation, disparition de la langue bretonne, crise agricole, jeunesse sacrifiée, marginalisation de la Bretagne réduite à une position périphérique en Europe et dans le monde) et les raisons de reprendre espoir. L'histoire est mobilisée pour montrer que, contrairement à une idée reçue héritée en partie du xix<sup>e</sup> siècle, la région a su produire tout au long des siècles des hommes politiques de qualité, mettre en valeur son potentiel économique et réussi à s'adapter aux mutations grâce à ses entrepreneurs (de guerre, de justice, de finances...). De ce fait, si elle connaît actuellement des difficultés, elle a la capacité, en méditant les leçons d'un passé qu'il faut apprendre à ses habitants, d'inventer un nouveau modèle.

Sans mettre en doute la sincérité de l'engagement de l'auteur, on ne peut que regretter le caractère confus de son ouvrage qui hésite entre le pamphlet et la réflexion sur l'histoire de la Bretagne ou sur ce qui devrait être enseigné. Écrit au fil de la plume, il comporte de nombreuses approximations. Ainsi à propos d'Anne de Bretagne, après avoir prétendu qu'elle ne peut faire l'objet d'une biographie sérieuse de plus de 60 pages, il est affirmé qu'elle a eu un rêve impérial avant son second époux Louis XII, « en voulant marier son héritière au futur Charles Quint, le futur empereur du Saint Empire, roi des Espagnes et souverain des Amériques et que par ce mariage, elle aurait uni l'Europe chrétienne », (p. 52). Cela revient à prêter un don de prémonition extraordinaire à la bonne duchesse qui ne pouvait connaître, quand elle soutenait le projet de mariage de sa fille Claude avec le prince Charles – qui relève de la politique traditionnelle des Montforts d'alliance entre Bretagne et Flandres – à quel destin il était

promis. On doute par ailleurs que le duc de Penthièvre ait pu contester au XVIII<sup>e</sup> siècle la souveraineté des rois de France Louis XV et Louis XVI ou que les charges au parlement ou à la Chambre des comptes rapportaient des « sommes considérables » (p. 168). On est vraiment surpris quand on lit (p. 170), que « la Révolution ne semble pas avoir préoccupé les Bretons » (à entendre sans doute dans le sens des élites). En effet, selon F. Morvan, « ni le Parlement de Bretagne ni les États de Bretagne, ou si peu, ne se plaignirent lorsque la jeune Assemblée nationale constituante proclama la fin des privilèges, et donc la fin de la province de Bretagne ». Il ajoute que cette « révolution n'était pas pour déplaire aux puissants parlementaires et à la noblesse bretonne, car elle réduisait la puissance du roi » et que « la vente des biens de l'Église (datée de façon erronée du 2 mai 1789 alors que les États Généraux n'étaient pas encore réunis) et de la Couronne pouvait aussi leur profiter » !!! (p. 171). C'est faire bon marché à tout le moins de la chronologie des faits, du refus de la noblesse bretonne d'accepter les nouvelles règles de la représentation aux États généraux que la monarchie elle-même tentait d'imposer, ni les affrontements violents avec le tiers état de la province (notamment lors de la journée des Bricoles à Rennes en janvier 1789).

On ne peut qu'être gêné quand, pour démontrer que les Bretons ne sont pas naturellement violents, ou qu'ils ne le sont qu'en état de légitime défense, Frédéric Morvan dresse le portrait édifiant des Bonnets rouges de 1675 défilant derrière les bannières de leur paroisse et n'hésitant pas à dénoncer aux autorités royales ceux d'entre eux qui avaient commis des exactions ; qu'il fasse l'éloge des Chouans de 1793 se soulevant contre un régime de Terreur qui avait osé « tuer un roi qui avait été sacré, qui avait renversé un ordre établi depuis des centaines d'années » (p. 56) ; qu'il rappelle trois ou quatre fois dans l'ouvrage, comme s'il fallait s'en faire un titre de gloire, que les troupes qui reprirent en 1871 l'hôtel de ville de Paris, alors occupé par les Communards, étaient en partie bretonnes et menées par le capitaine finistérien Montjaret de Kerjégu (p. 56) ; ou qu'il note, de façon approximative, que l'affaire Dreyfus n'a pas suscité de tensions en Bretagne. On ne peut que regretter l'image négative et inexacte qui est donnée à plusieurs reprises de la Révolution française, accusée d'être responsable en grande partie des maux de la Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle. Le député montagnard Barère devient « Barrière » (p. 196) et Robespierre est dépeint sommairement, et sans surprise pourrait-on dire, « comme un héros de la Révolution qui a dirigé la France sous la Terreur » (p. 26), sans tenir compte des biographies les plus récentes qui lui ont été consacrées, que ce soit celle d'Hervé Leuwers ou celle de Jean-Clément Martin et qui permettent à tout le moins de relativiser certaines légendes à son propos. La Convention est réduite elle aussi à la Terreur et rendue responsable, du fait des guerres, de milliers de morts « qui n'avaient rien demandé » (p. 196).

Critiquant les nationalistes, refusant de considérer que la Bretagne puisse être supérieure à une autre région, Frédéric Morvan n'en fait pas moins preuve d'un patriotisme certain qui l'amène à instrumentaliser le passé et à « essentialiser » les Bretons, parés de toutes sortes de qualités qui en feraient un peuple modèle, varié

mais uni autour de l'essentiel comme le montrerait, selon lui, le fait que « l'analyse marxiste de la société ne semble pas fonctionner en Bretagne » (p. 155), ce qui paraît pour le moins léger si l'on considère, pour ne prendre que quelques exemples, les conditions de travail des journaliers agricoles dans les campagnes bretonnes il n'y a pas encore si longtemps ou celles des ouvriers dans les usines de l'agroalimentaire et les abattoirs aujourd'hui. À l'identité négative qui a longtemps prévalu, F. Morvan tente de substituer, une « identité positive » au risque du simplisme. Cela le conduit à entretenir constamment une confusion entre celui qui est Breton parce qu'il est né en Bretagne et celui qui est Breton parce qu'il se sent Breton par attachement à son histoire, ses paysages et sa culture. Elle permet d'annexer à la démonstration toute une série de personnages plus ou moins connus qui se sont illustrés dans des domaines variés, ainsi des « Bretons » Waldeck-Rousseau et Aristide Briand – dont on ne sache pas qu'ils aient fait preuve de régionalisme –, qui auraient su par leur talent de diplomates apaiser les troubles suscités par la séparation de l'Église et de l'État en 1905 (p. 57).

S'il est justifié et utile de s'interroger sur la question de l'enseignement de l'histoire de Bretagne, sur la façon dont il pourrait se faire et dans quelles structures, il est mal venu de tenir un raisonnement pour le moins discutable qui conduit à se poser de sérieuses questions sur ce que serait cet enseignement. On peut ainsi ne pas se reconnaître dans le constat qui est fait que « La Bretagne est confrontée actuellement à une double crise : crise culturelle et crise économique, avec les disparitions des pratiques chrétiennes, de la langue bretonne, de sa jeunesse et de son agriculture, bref, de quatre de ses fondements » (p. 229), qui tend à conférer une dimension immuable à certains caractères de la Bretagne et à considérer que leur perte est obligatoirement synonyme de déclin. L'historien ou l'historienne, que l'on sache, n'a pas de message à délivrer, d'identité à construire, à renforcer ou à défendre. Il consacre ses travaux en toute liberté à ce qu'il croit important (n'en déplaise à certains nationalistes qui pensent que les universitaires, parce qu'ils sont fonctionnaires, écrivent l'histoire qui leur est commandée par l'État « jacobin ») et s'il a ses propres convictions – et celle pour la Bretagne peut en être une mais encore faut-il se demander pourquoi –, il s'efforce de faire preuve de rigueur et d'objectivité dans l'analyse des faits et dans leur restitution.

Il est, par ailleurs, exagéré de dépeindre la situation actuelle sous des traits trop noirs, ni de vouloir trouver, au risque de céder à la théorie du complot, des responsables aux problèmes rencontrés. Il ne faut pas non plus idéaliser le passé, ce qui revient trop souvent à idéaliser sa propre jeunesse, ses propres passions ou une certaine façon d'écrire l'histoire. La recherche continue à produire ses fruits en Bretagne dans des associations (SHAB...), dans les universités de Brest, de Rennes, de Lorient, voire de Nantes comme le montrent régulièrement les thèses qui y sont soutenues ; elle se fait aussi dans des universités extérieures, à Paris ou ailleurs, et elle ne peut être l'apanage de ceux qui sont nés en Bretagne, qui y enseignent ou qui y étudient. Le grand public, peut-être plus qu'ailleurs – et c'est un atout de la

région dont il faut jouer –, est curieux du passé, comme l'attestent les tirages des récentes histoires de la Bretagne ou le succès de certaines émissions télévisées ; s'il ne connaît pas les grandes dates, s'il commet des confusions, s'il accepte parfois qu'on lui conte des fables ou qu'on lui chante les charmes du bon vieux temps, il n'est guère différent du grand public en général. Et il n'est pas certain qu'un enseignement obligatoire y changerait grand chose.

Il n'y a de toute façon pas une histoire de Bretagne incontestable à transmettre comme semblent le croire tous ceux qui s'expriment régulièrement dans les journaux pour regretter qu'elle ne soit pas enseignée et qui pensent sans doute, quoi qu'en dise F. Morvan, que sa connaissance amènerait à l'émergence d'une nation bretonne en s'inspirant peu ou prou du modèle qui a favorisé l'émergence des identités nationales au XIX<sup>e</sup> siècle dans la plupart des pays européens et de ce qui se produit pour certaines minorités encore aujourd'hui avec la crise des États nations. Ceux qui s'intéressent à l'histoire de Bretagne et à sa diffusion seraient mieux inspirés de prendre exemple aujourd'hui sur ceux qui, en s'ouvrant aux autres sciences humaines, écrivent l'histoire mondiale de la France et qui cherchent à renouveler les questionnements et à répondre aux défis – notamment scientifiques – posés par la multiplication des connexions entre les différents continents. En condamnant un certain roman national, ils remettent aussi en cause les récits/romans régionaux qui ont été construits sur le même modèle à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, tout en invitant à un décentrement du regard et à une diversification des approches. C'est en suivant ces perspectives nouvelles qu'il sera peut-être possible d'intéresser les jeunes générations à l'histoire de Bretagne et de répondre aux attentes du plus grand nombre. La réflexion reste en tout cas à mener.

Dominique LE PAGE

Fabrice BOUTHILLON, Frédéric LE MOIGNE et Nathalie VIET-DEPAULE (dir.), *Le bon Dieu sans confession. Mélanges offerts à Yvon Tranvouez*, Nancy, Éditions Arbre bleu, 2017, 385 p.

Il est rare d'interroger aussi longuement la couverture d'un ouvrage. Il y a d'abord un titre inattendu – *Le bon Dieu sans confession* –, une maison d'édition au nom éluardien – l'Arbre bleu –, puis surtout, une photographie jaunie, qui propulse le lecteur au petit séminaire de Keraudren, en 1967. Des prêtres âgés et des religieuses rentrent des chaises, tandis que d'autres, souriants ou pensifs, marchent dans le parc, dans des directions opposées. Cette scène banale, ainsi exposée et associée au nom d'Yvon Tranvouez, se charge alors de sens. On remballe ! Au prix d'une surinterprétation, on a tôt fait de voir dans cette scène de genre la métaphore d'un catholicisme en transition. Le Léon, un instant charnière, un clergé saisi dans son intimité, une photo intrigante : on ne saurait mieux introduire un recueil de mélanges offerts à Yvon Tranvouez.